#1

BIODEV2030
INTÉGRER LA
BIODIVERSITÉ

FONDER LE DIALOGUE MULTI-ACTEURS SUR LA SCIENCE :

PRODUIRE UN DIAGNOSTIC DES ENJEUX DE BIODIVERSITÉ ET ACCOMPAGNER SON APPROPRIATION

ambition pour la biodiversité

BIODEV
2030

ambition pour la biodiversité

BIODEV 2030

QUOI ?

Guide pratique pour engager un dialogue multi-acteurs fondé sur la science.

POUR QUI ?

A destination des gouvernements, des banques de développement et des ONG ou de toute autre organisation désireuse de suivre une démarche de *mainstreaming* similaire.

COMMENT ?

Ce guide est issu de la capitalisation transversale des 16 pays ayant testé la méthode BIODEV2030 entre 2019 et 2022.

© AFD - Didier Gentilhomme

La biodiversité doit être intégrée dans chaque processus décisionnel et chaque secteur d'activité qui contribuent, directement ou indirectement, à son érosion.[1] Pour y parvenir, deux conditions sont requises. Il est d'abord nécessaire de mettre en évidence les liens entre pratiques productives et écosystèmes (impacts comme dépendances), à toutes les étapes des chaînes de valeurs ; mais il est également indispensable d'associer toutes les parties prenantes, expertes ou non de la biodiversité (acteurs privé, décideurs publics, ONG, instituts de recherche, société civile), afin qu'elles travaillent ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des changements transformateurs.

Le projet BIODEV2030 propose une méthode participative et inclusive fondée sur la science pour intégrer la biodiversité aux secteurs économiques et ainsi enrayer son déclin d'ici 2030.

La capitalisation du projet dans les 16 pays ayant testé la méthode BIODEV2030 entre 2019 et 2022 nous a permis d'identifier **deux critères de réussite pour fonder le dialogue multi-acteurs sur la science :**

1. **Produire un diagnostic crédible scientifiquement**, légitime aux yeux des parties prenantes et pertinent pour les décideurs, fondé sur des données scientifiques, afin d'identifier et classer les principaux moteurs de la perte de biodiversité et de les relier aux pratiques productives.

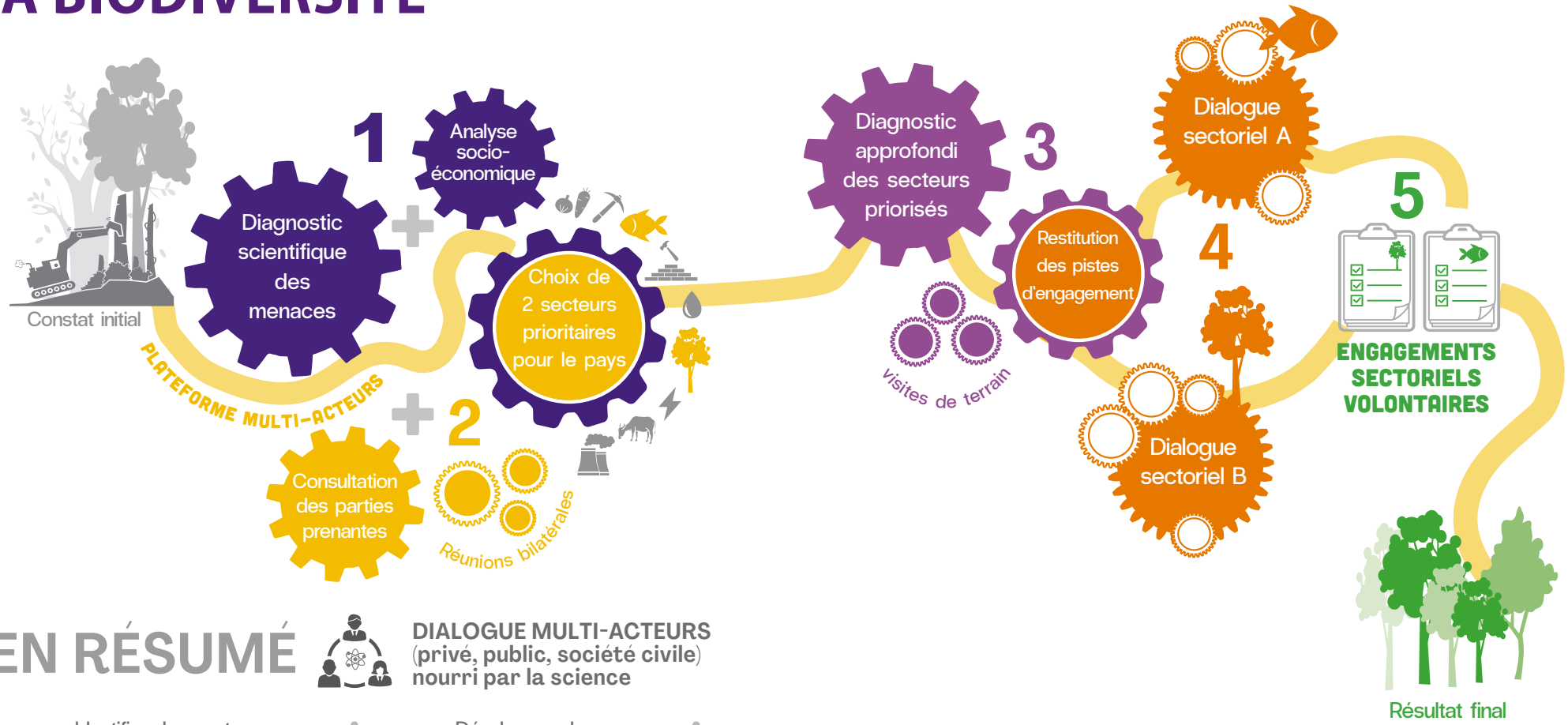
2. **Accompagner l'appropriation des résultats** et engager le dialogue entre toutes les parties prenantes. Les échanges autour des conclusions du diagnostic doivent leur permettre de sélectionner les secteurs d'activités prioritaires pour intégrer la biodiversité.

   En s'appuyant sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet, nous proposons ce guide pratique à destination des gouvernements, des banques de développement et des ONG ou de toute autre organisation désireuse de suivre une démarche de *mainstreaming* similaire.

BIODEV2030 a testé durant 3 ans une méthode pour apporter aux gouvernements les moyens d'identifier et d'engager, conjointement avec le secteur privé, des mutations profondes dans les secteurs de l'économie ayant une incidence stratégique sur le développement et sur la biodiversité. Elle repose sur 3 étapes : le diagnostic scientifique, le dialogue multi-acteurs et l'engagement volontaire.

(1) IPBES (2019): Global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. E. S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz, and H. T. Ngo (editors). IPBES secretariat, Bonn, Germany. 1148 pages. https://doi.org/10.5281/zenodo.3831673

BIODEV2030
MÉTHODE POUR INTÉGRER LA BIODIVERSITÉ



EN RÉSUMÉ

DIALOGUE MULTI-ACTEURS (privé, public, société civile) nourri par la science

Identifier des secteurs économiques

1 + 2

Diagnostic des menaces — Dialogue multi-acteurs

Développer des plans d'actions sectoriels

3 + 4

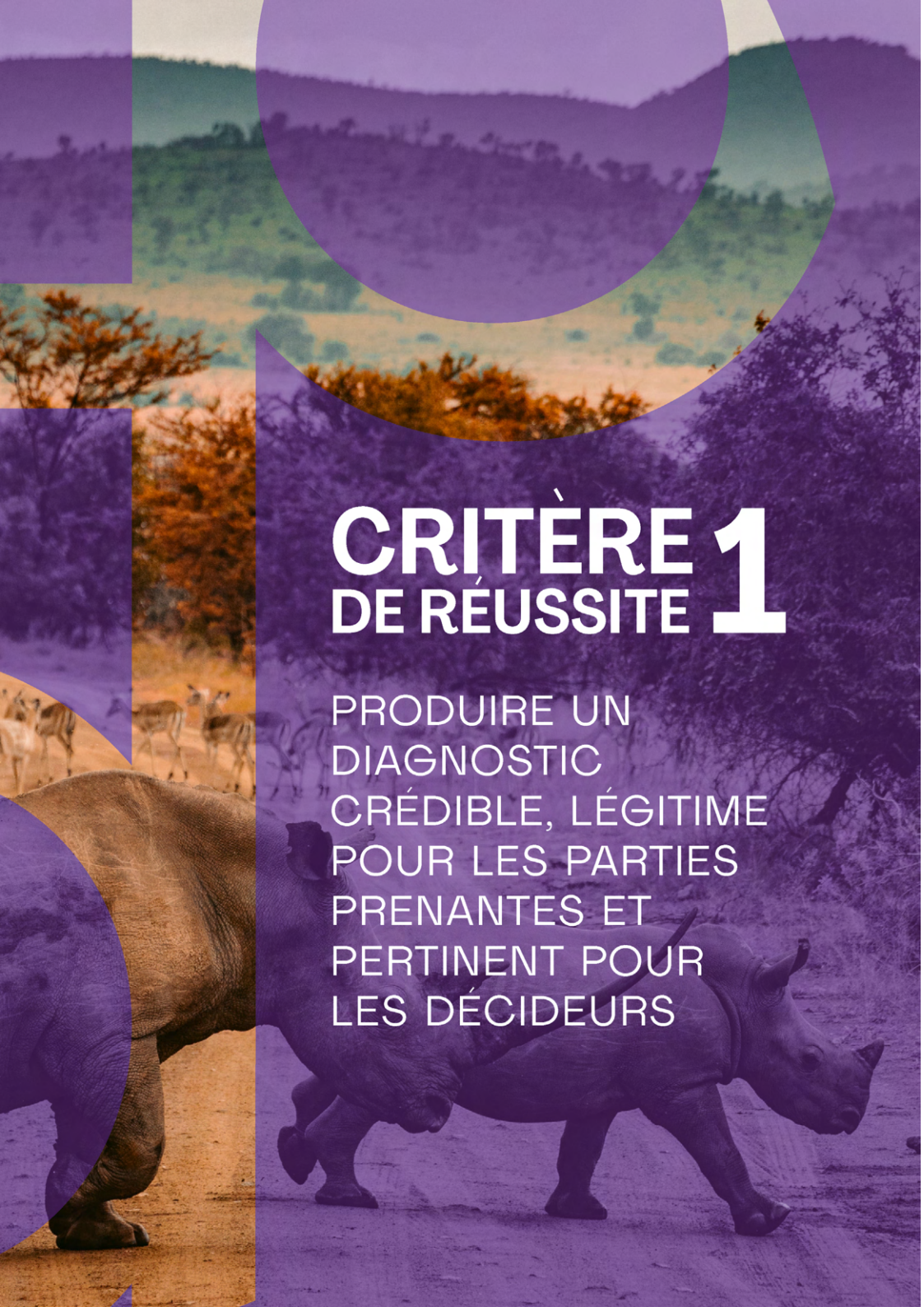
Diagnostic des secteurs — Dialogue sectoriel

= 5

Engagements sectoriels volontaires

ambition pour la biodiversité

BIODEV 2030



CRITÈRE DE RÉUSSITE 1

PRODUIRE UN DIAGNOSTIC CRÉDIBLE, LÉGITIME POUR LES PARTIES PRENANTES ET PERTINENT POUR LES DÉCIDEURS

© Unsplash - redcharlie

OBJECTIFS : identifier, classer et relier les principaux moteurs de la perte de la biodiversité aux secteurs et pratiques productives pour orienter le choix des secteurs prioritaires.

1

ÉTAPE 1
RECRUTER UNE ÉQUIPE DE CONSULTANTS ET CADRER LES ATTENTES

Les critères retenus pour le recrutement compétitif des consultants chargés du diagnostic des menaces dans les 16 pays du projet BIODEV2030 ont été les suivants : connaissance approfondie des enjeux de la biodiversité et des écosystèmes, compétences spécifiques en sciences écologiques, analyse de la durabilité des systèmes et analyse des données. Une expérience dans l'un des secteurs économiques soupçonnés d'avoir un impact sur la biodiversité a également pu être valorisée. Après recrutement des consultants, une réunion de cadrage de l'étude, de sa méthodologie et des attendus avec l'organe de gouvernance est une étape importante. Elle assure une compréhension commune des objectifs du diagnostic et augmente la pertinence de l'étude pour les décideurs.

ÉLARGIR LE DOMAINE DE COMPÉTENCE DE L'ÉQUIPE EN MÊLANT EXPERTS ENVIRONNEMENTAUX ET ÉCONOMIQUES

L'équipe de consultants ne doit pas être composée seulement d'experts de la biodiversité. Des experts des pratiques productives des secteurs économiques pressentis peuvent apporter une focale différente de celle de la conservation des espèces.

2

ÉTAPE 2
DRESSER UN ÉTAT DES LIEUX DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU PAYS

Cet état des lieux, réalisé par la majorité des pays en amont ou au cours du diagnostic des menaces, offre des données quantitatives et qualitatives sur les dynamiques de développement nationales. Les données socio-économiques ainsi réunies apportent des informations pertinentes aux décideurs pour les guider dans le choix des secteurs prioritaires. Il permet également de pré-identifier des acteurs clés pour la suite du projet et d'éclairer les consultants sur les parties prenantes à consulter par la suite et ainsi gagner du temps pour l'analyse approfondie des secteurs prioritaires à venir.

3

ÉTAPE 3
S'APPUYER SUR UNE MÉTHODOLOGIE ET DES OUTILS SCIENTIFIQUES ROBUSTES

Les consultants ont combiné 3 méthodes complémentaires :

1. Revue de littérature : pour rassembler, analyser et organiser les connaissances clés sur la biodiversité,
2. Métrique STAR[2] (scores et cartes) : pour quantifier la contribution des différentes menaces au risque d'extinction des espèces,
3. Entretiens d'experts de la biodiversité : pour solliciter et agréger les avis et les représentations des spécialistes sur des questions spécifiques.

© Dorothée de Collasson (do2co)

(2) Species Threat Abatement and Restoration (STAR) metric (Mair et al. 2021). STAR combine des données sur le risque d'extinction des espèces et les menaces auxquelles elles sont confrontées pour produire deux types de données complémentaires pour la réduction des menaces et la restauration.

© Unsplash - Ian Macharia

L'utilisation de nombreuses sources de données (nationales voire internationales lorsque nécessaire) permet de croiser les informations et ainsi accroître la robustesse de l'analyse. Les résultats issus de la revue de littérature et de l'utilisation de STAR sont ensuite affinés et complétés par des experts nationaux. Leur contribution ajoute de la légitimité au diagnostic aux yeux des parties prenantes car elle est supposée refléter plus fidèlement la situation nationale.

ÊTRE ATTENTIF À LA COMPLÉMENTARITÉ DES MÉTHODES EMPLOYÉES ET DES EXPERTISES SOLLICITÉES

La crédibilité des résultats repose sur la clarification pour les consultants et les parties prenantes des avantages et limites de chacune des 3 méthodes employées ainsi que des compromis opérés entre la précision et la représentativité des données. Les experts apportent la connaissance et/ou le savoir-faire technique et assurent la crédibilité scientifique de l'étude.

MENER DES ENTRETIENS AVEC DES EXPERTS DES SECTEURS ÉCONOMIQUES

Cela permet d'être plus précis dans l'identification des pratiques de production très spécifiques qui causent le déclin de la biodiversité au niveau national et ainsi gagner du temps pour l'analyse approfondie des secteurs à venir. Par ailleurs cela facilitera l'adhésion des acteurs privés à la démarche.

RESSOURCES

Voir nos 12 recommandations opérationnelles pour la mise en œuvre du diagnostic scientifique des principales menaces sur la biodiversité. Vergez (2022).

4 ÉTAPE 4
CONSULTER LES PARTIES PRENANTES CLÉS

Les consultants ont également pu questionner certaines parties prenantes clés, notamment issues du secteur privé ou des communautés locales, via des questionnaires en ligne. Cet espace d'expression de leurs intérêts et de leurs préoccupations permet de valider, infirmer ou compléter les éléments du diagnostic. C'est également une étape importante pour augmenter l'acceptabilité sociale des résultats du diagnostic des menaces.

« A Madagascar, les consultants recrutés pour réaliser le diagnostic des menaces ont tout d'abord proposé de réaliser une analyse des parties prenantes. Elle nous a permis d'élaborer un plan de consultation des acteurs importants pour le projet et de comprendre les efforts nécessaires pour les mobiliser sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques.

« Lors des consultations, le privé dit ses difficultés, ses points de vue sur chaque aspect sur lequel il est interrogé. Ces rencontres permettent la remontée des réalités du terrain et leur prise en compte dans la mise en œuvre du projet. »

Dr. Augustin Orou Matilo - Point Focal CDB* du Bénin

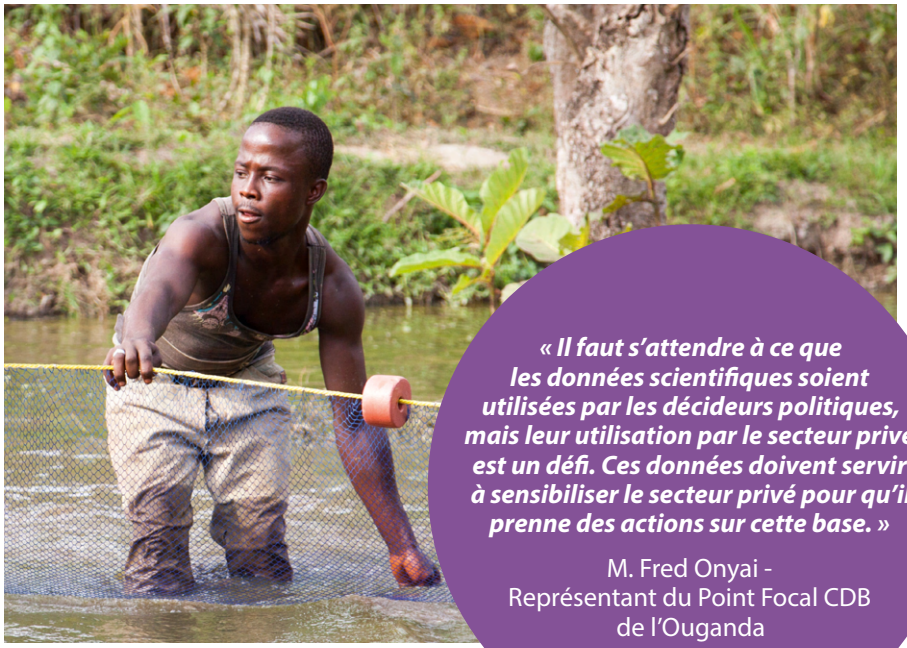
Nous les avons ensuite sollicités via l'envoi de deux questionnaires : le premier à destination des sociétés privées et des syndicats, le deuxième à destination des ministères, établissements publics, ONG, associations et fondations. Cette consultation a permis de recueillir les contributions des acteurs concernés par le projet pour l'analyse des moteurs d'érosion. Ce fut une occasion précieuse d'obtenir leurs appréciations sur les secteurs les plus impactant pour la biodiversité, les engagements actuels ainsi que sur les difficultés et leviers rencontrés par les acteurs du privé pour prendre davantage en compte la biodiversité dans leurs pratiques. »

Jean Chrysostome Rakotoary - Chargé de projet BIODEV2030 à Madagascar

° Convention sur la Diversité Biologique

5 ÉTAPE 5
CLASSER LES MENACES ET LES LIER AUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le diagnostic des menaces permet d'identifier les principales menaces sur la biodiversité et d'en déduire les secteurs économiques responsables. **Cette hiérarchisation est efficace pour structurer la conversation entre les scientifiques et les décideurs public et privé et favorise une prise de décision rapide des secteurs prioritaires** (moins d'un an entre le lancement de la production du diagnostic et la sélection des secteurs par les parties prenantes).



© AFD - Pierre Borghi

« Il faut s'attendre à ce que les données scientifiques soient utilisées par les décideurs politiques, mais leur utilisation par le secteur privé est un défi. Ces données doivent servir à sensibiliser le secteur privé pour qu'il prenne des actions sur cette base. »

M. Fred Onyai - Représentant du Point Focal CDB de l'Ouganda

CRITÈRE DE RÉUSSITE 2

ACCOMPAGNER L'APPROPRIATION DES RÉSULTATS ET ENGAGER LE DIALOGUE

© Unsplash - Lenny Miles

OBJECTIFS : organiser un dialogue avec et entre les parties prenantes pour qu'elles s'approprient les résultats du diagnostic scientifique des menaces, discutent ses conclusions et sélectionnent les secteurs d'activités prioritaires pour intégrer la biodiversité.

6

ÉTAPE 6
IDENTIFIER LES PARTIES PRENANTES DU DIALOGUE

Les parties prenantes invitées à la mise en discussion des conclusions du diagnostic des menaces sont identifiées avec les équipes techniques des ministères de l'environnement et sectoriels. La pré-identification et les consultations au cours du diagnostic facilitent ce processus.

VEILLER À LA BONNE REPRÉSENTATIVITÉ ET AU BON NIVEAU DE RESPONSABILITÉ DES PARTIES PRENANTES

La surreprésentation des organisations publiques et de l'enseignement supérieur et de la recherche peut mener à l'autocensure des parties prenantes, notamment privé, à discuter les résultats. Il est recommandé de viser des participants de haut niveau ayant une expertise scientifique et un lien avec les secteurs d'activité pour favoriser la prise de décision.

OBTENIR L'APPUI DES REPRÉSENTANTS MINISTÉRIELS AU PLUS HAUT NIVEAU

Leur patronage pour l'organisation du dialogue et l'invitation des parties prenantes permet d'assoir la légitimité de la démarche et d'augmenter la mobilisation autour des enjeux de biodiversité. L'intervention de ministres sectoriels ou de l'économie et des finances apporte une vision stratégique et politique du *mainstreaming*.

7

ÉTAPE 7
FAMILIARISER LES PARTIES PRENANTES AU CONTENU DU DIAGNOSTIC

L'organisation de réunions bilatérales avec certaines parties prenantes - préalablement identifiées comme importantes pour le dialogue multi-acteurs -, permet de les accompagner dans la compréhension et l'appropriation des résultats du diagnostic des menaces. En outre, cette étape est une opportunité pour évaluer leur niveau d'implication vis-à-vis du projet et de préparer les discussions à venir sur le choix des secteurs prioritaires.

VULGARISER LES CONCLUSIONS EN S'ADAPTANT À CHAQUE PARTIE PRENANTE

La bonne compréhension partagée des conclusions et des enjeux par l'ensemble des parties prenantes conditionne le choix des secteurs à mobiliser afin d'accélérer l'intégration de la biodiversité. Plus les conclusions intègrent correctement les perspectives, pratiques et connaissances préalables des acteurs, plus leur appropriation augmente.

© WWF Madagascar

« La méthode n'impose pas mais implique tous les acteurs. Il y a des débats mais les arguments issus de l'approche scientifique permettent d'arriver à un terrain d'entente grâce à une même compréhension des enjeux. »

M. Guy Faller Constant Ganga Louamba - Point Focal CDB du Congo

8

ÉTAPE 8
ORGANISER UN ATELIER NATIONAL DE RESTITUTION DES RÉSULTATS

© Dorothée de Collasson (do2co)

Sur une durée d'un ou deux jours, cet atelier a été un moment clé qui a réuni l'ensemble des parties prenantes. Il doit être l'occasion d'entériner collégialement le choix des secteurs prioritaires pour la suite du projet sur des critères clairs et partagés par tous. La méthodologie et les conclusions de l'étude ont été présentées puis discutées par les parties prenantes. Il faut s'assurer que chaque participant ait eu l'occasion de prendre connaissance du diagnostic des menaces et de l'ordre du jour en amont de l'atelier.

PORTER UNE ATTENTION PARTICULIÈRE À L'ANIMATION DES RENCONTRES

Les animateurs ont veillé à favoriser les échanges, la participation et la prise de décision via l'organisation de travaux de groupes mixtes ou par expertise, l'utilisation d'outils numériques interactifs ou encore le partage de questionnaires pour recueillir les avis motivés des parties prenantes.

« Il est important de trouver une recette qui respecte les intérêts de chacun, de ne pas marginaliser les acteurs. Il faut renforcer leurs capacités en produisant et mettant à disposition des données et des évaluations. Cela permet d'engager le dialogue, de créer une émulation. »

M. Amadé Ouedraogo - Point Focal CDB du Burkina Faso

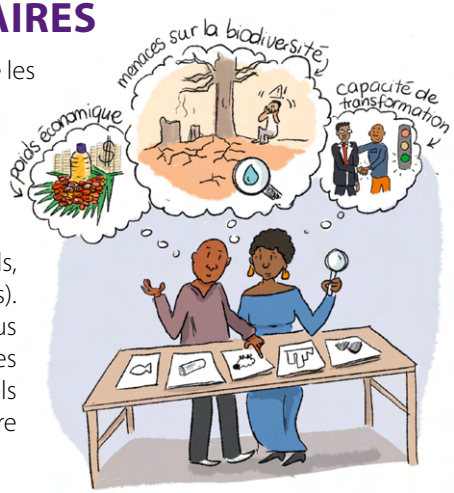
« Au Guyana, nous avons utilisé des outils collaboratifs numériques conçus pour favoriser un travail d'équipe plus efficace et efficient parmi les participants. Cela nous a permis de limiter les interférences et de nous concentrer sur l'écoute et le recueil d'informations auprès des parties prenantes. Le caractère interactif de l'atelier a eu de nombreux bénéfices. Par exemple, l'atmosphère positive que dégage l'utilisation d'outils innovants permet de gommer la lassitude des ateliers et de rendre les participants beaucoup plus réceptifs et productifs. »

Devon Dublin - Chargé de projet BIODEV2030 au Guyana

9

ÉTAPE 9
SÉLECTIONNER LES SECTEURS ÉCONOMIQUES PRIORITAIRES

Grâce au diagnostic des menaces, le lien entre les principales menaces et les secteurs clés a été facilement démontré. Si le choix des secteurs économiques prioritaires doit reposer sur les résultats du diagnostic des menaces, d'autres critères entrent également en compte (économiques, sociaux, institutionnels, de volonté ou de structuration des acteurs). Afin d'améliorer la transparence du processus décisionnel et maximiser l'engagement des parties prenantes, les critères sur lesquels s'établit la sélection des secteurs doivent être clairement partagés.



© Dorothée de Collasson (do2co)

PRÉCISER LES FILIÈRES OU LES TERRITOIRES

Aboutir à ce niveau de détail à l'issu de l'atelier national de restitution permet de faciliter la mise en œuvre des prochaines étapes de la méthode BIODEV2030. Les consultants pourront conduire l'analyse approfondie de la filière plus rapidement et ainsi identifier plus finement les pratiques productives impactantes et les acteurs de la chaîne de valeur à mobiliser pour les prochaines phases du dialogue.

« En Ethiopie, le diagnostic des menaces nationales a fait ressortir l'agriculture – cultures et élevage - et l'exploitation forestière comme les principaux secteurs économiques responsables du déclin de la biodiversité. Le rapport identifiait aussi 4 sous-régions particulièrement riches en biodiversité et soumises à d'importantes pressions. Au cours de l'atelier national de restitution, les parties prenantes ont discuté et intégré ces résultats pour décider des sous-secteurs à mobiliser et des territoires d'intervention prioritaires. Ils ont considéré différents critères tels que la pression exercée sur la biodiversité, le poids dans le PIB national et l'économie locale, l'organisation des acteurs des filières, la présence des institutions à l'échelon territorial. Finalement, le choix s'est imposé de cibler les céréales et l'élevage dans l'éco-région de Bale ainsi que le café dans la forêt naturelle du Sud-Ouest, associés à la collecte de bois dans ces deux régions. »

Abdeta Robi - Chargé de projet BIODEV2030 en Ethiopie

10

ÉTAPE 10
SYNTHÉTISER ET VULGARISER LE RAPPORT DES MENACES ET SES CONCLUSIONS

Les diagnostics des menaces ont été synthétisés sous la forme de *« policy brief »* à l'issu des ateliers de restitution afin de faciliter la diffusion des résultats. Cette étape de vulgarisation des conclusions doit être anticipée dès le cadrage de l'étude afin de sélectionner le ou les supports les plus appropriés à une cible de décideurs précise. Des ateliers à destination des journalistes peuvent être organisés pour les sensibiliser et les former aux questions de biodiversité et ainsi alimenter le débat public.

« L'existence d'un rapport publié n'est pas suffisante. Il faut envoyer des copies officielles aux différentes autorités des ministères. Il faut ensuite les rencontrer pour présenter et expliquer le travail effectué. »

Dr. Augustin Orou Matilo - Point Focal CDB du Bénin

3 ANS DE PROJET

NOTRE MISSION :
Encourager des engagements sectoriels en faveur de la biodiversité

NOTRE SOLUTION :
Par un dialogue multi-acteurs fondé sur la science

7 SECTEURS ÉCONOMIQUES D'ACTION

- Agriculture
- Élevage pastoral
- Secteur extractif
- Foresterie
- Pêche
- Énergie
- Infrastructures

+650 PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES

- Acteurs étatiques
- Secteur privé
- Organisations de la société civile
- Communautés locales
- Peuples autochtones

ambition pour la biodiversité

BIODEV 2030

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

FINANCEMENT

EXPERTISE FRANCE GROUPE AFD

COORDINATION

UICN WWF

MISE EN ŒUVRE

quentin.dupetit@expertisefrance.fr

www.biodev2030.org

© Unsplash - Ana Cotta